

Maîtrise d'Ouvrage :

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE L'ARTOIS

Madame la Directrice : Madame Blandine Gohier Burger

Correspondants CPAM : Monsieur Bernard Barube et Madame Sabrina Massetti



**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
LOT UNIQUE**

Opération immobilière :

**RAVALEMENT DES FACADES EN ELEMENTS
BETON PREFABRIQUES ET DU CABINET DENTAIRE
DU SITE D'ARRAS DE LA CPAM DE L'ARTOIS**

11 Boulevard du Président Allende, 62 014 ARRAS

Code RAP : M62A001 – Siège Social à Arras

Date :	04 août 2025	Indice :	B	Auteur : GH	PRECI Hauts-de-France
--------	--------------	----------	---	-------------	-----------------------

Sommaire

1 GENERALITES INHERENTES A L'OPERATION	4
1.1 IDENTIFICATION DE L'OPERATION	4
1.2 MAITRE D'OUVRAGE	4
1.3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
1.4 PIECES PARTICULIERES	4
1.5 PIECES GENERALES	4
1.6 CONTROLEUR TECHNIQUE	4
1.7 COORDINATEUR SPS	5
1.8 FORME ET PRESENTATION DE LA DESCRIPTION DES OUVRAGES	5
1.9 DEVOLUTION DU MARCHE	5
1.10 AGREMENT DES FOURNITURES – ECHANTILLONS	5
1.11 RECONNAISSANCE DES LIEUX	5
1.12 CONTROLE RELATIF AUX ESSAIS ET VERIFICATIONS DE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS EFFECTUEES	6
1.13.1 CONTROLE TECHNIQUE	6
1.13.2 CONTROLE INTERNE DES ENTREPRENEURS	6
1.13 RECEPTION DES SUPPORTS	6
1.14 HISTORIQUE DU SUBJECTILE	6
1.15 SUBSTANCES DANGEREUSES - AMIANTE	7
1.16 PERIMETRE DES TRAVAUX	7
1.17 PLANS D'EXECUTION – ETUDES TECHNIQUES	7
1.18 ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER	7
1.19 DELAI CONTRACTUEL	8
1.20 BASE VIE ET DEPENSES D'INTERET COMMUN	8
1.21 NETTOYAGE EN COURS ET FIN DE CHANTIER	9
1.22 GESTION DES DECHETS	9
1.23 PROTECTION DU CHANTIER	9
1.24 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	9
1.25 HYGIENE ET SECURITE	9
1.26 LIMITES DE PRESTATIONS DUES PAR LES ENTREPRENEURS	9
1.27 SITUATIONS MENSUELLES	10
1.28 DECOMPTE DEFINITIF	10
1.29 INTERVENTION EN SITE OCCUPE	10
1.30 RESPONSABILITE VIS-A-VIS DES TIERS	10
2 GENERALITES DU LOT RAVALEMENT DE FACADES	11
2.1 CONFORMITE AUX NORMES, REGLEMENTS ET REGLES DE L'ART	11
2.1.1 CARACTERISTIQUES DE LA DESCRIPTION DES OUVRAGES	11
2.1.2 DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES	11
2.1.3 NORMES NF	11
3 DESCRIPTION DES OUVRAGES	13
3.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER	13
3.2 CONSTATS D'HUISSIER	13
3.3 SURFACES DE REFERENCES	13
3.4 ECHAFAUDAGES ET PROTECTIONS (FIXES OU VOLANTS)	13

3.5 TRAITEMENT DES ECLATS DE FERS A BETON	14
3.6 TRAITEMENT DES LEZARDES	15
3.7 TRAITEMENT DES FISSURES	15
3.8 PREPARATION DES SUPPORTS	15
3.9 PEINTURE MINERALE 3 COUCHES	16
4 LIMITE DES PRESTATIONS	17
4.1 OUVRAGES DE PROTECTIONS COLLECTIVES SUIVANT P.G.C.	17
4.2 APPROVISIONNEMENT, EVACUATION ET GESTION DES DECHETS.....	17

1 GENERALITES INHERENTES A L'OPERATION

1.1 IDENTIFICATION DE L'OPERATION

Le projet, objet des prescriptions, concerne l'opération suivante :
Réfection des façades en éléments béton préfabriqués du bâtiment principal et des façades du cabinet dentaire du site d'Arras (soubassement exclu) de la CPAM de l'Artois sis 11 Boulevard du Président Allende à ARRAS.

1.2 MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage de l'opération est la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Artois dont le siège social est localisé au 11 Boulevard du Président Allende à 62 014 ARRAS.

Il est représenté par :

- Madame Blandine Gohier Burger – Directrice
- Monsieur Bernard Barube – Responsable Gestion des Moyens Matériels
- Madame Sabrina Massetti – Assistante Patrimoine Immobilier

1.3 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent cahier des clauses particulières et ses annexes.

1.4 PIECES PARTICULIERES

- Acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles,
- Le cahier des clauses administratives particulières,
- Le présent cahier des prescriptions communes et ses annexes,
- Le cahier des clauses techniques particulières
- Les observations et remarques du bureau de contrôle
- Le planning des travaux
- Le Repérage Amiante avant travaux (RAAT).

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de rendre contractuel tout ou partie du mémoire technique de l'entreprise.

Il est rappelé que le cadre de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, n'est pas un élément constitutif du marché. Seuls les prix unitaires seront contractuels en cas d'ouvrages en plus ou moins-values, sur décision du Maître d'Ouvrage.

1.5 PIECES GENERALES

- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de la signature de l'acte d'engagement,
- Cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de travaux (CCTG) dans sa dernière version,
- L'ensemble de la réglementation, normes et DTU en vigueur.

1.6 CONTROLEUR TECHNIQUE

Le contrôleur technique est en cours de désignation par le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur doit à ses frais, soumettre ses plans et notes de calculs à cet organisme et procéder à toutes les mises au point, compléments ou rectifications (y compris travaux demandés), sans pour autant prétendre à des suppléments de prix.

Les honoraires du Contrôleur Technique sont à la charge du Maître d'ouvrage.

1.7 COORDINATEUR SPS

Le coordinateur SPS est en cours de désignation par le maître d'ouvrage.

L'entrepreneur doit à ses frais respecter l'ensemble des exigences et préconisation du CSPS.

1.8 FORME ET PRESENTATION DE LA DESCRIPTION DES OUVRAGES

Les différentes descriptions des ouvrages sont présentées en un seul lot. L'entrepreneur prévoira dans son offre l'ensemble des prestations connexes et annexes nécessaires à l'exécution de son marché même si celles-ci ne sont pas indiquées dans le présent C.C.T.P.

1.9 DEVOLUTION DU MARCHÉ

Le marché sera traité en lot unique.

1.10 AGREMENT DES FOURNITURES – ECHANTILLONS

- La description des ouvrages prescrit des fournitures et matériels en donnant des références précises (marque, type, référence, ...)
- Pendant le déroulement du chantier, si l'entrepreneur désire proposer une marque et référence différentes de celle prévue au marché, il devra obligatoirement présenter l'échantillon prescrit au marché, accompagné de sa fiche technique ainsi que l'échantillon variante proposé et sa fiche technique.
- Tout matériel mis en œuvre qui ne correspondrait pas au matériel prescrit ou qui n'aurait pas fait l'objet d'un agrément préalable du maître d'ouvrage sera refusé et devra être changé, à la charge de l'entrepreneur.
- Le maître d'ouvrage pourra également exiger tous les échantillons complémentaires nécessaires au choix des matériaux, et à la mise au point des ensembles entrant dans la réalisation du projet et aux contrôles et essais.
- Les échantillons pourront être soumis à la demande du Maître d'ouvrage ou du Contrôleur Technique à des essais dans le but de déterminer leur résistance, leur tenue aux agents atmosphériques, leur durabilité dans le temps, leur compatibilité avec d'autres matériaux.
- En outre, l'entrepreneur devra effectuer toutes les applications d'essai et fournir tous les échantillons permettant au maître d'ouvrage de faire les choix esthétiques (coloris, aspect, formes...).
- De plus, des prototypes permettront d'apprécier l'aspect fini des ouvrages proposés.
- Le maître de l'ouvrage se réserve le choix des teintes, partant du principe que celle-ci sera rigoureusement identique à la teinte existante. Le ravalement de façades à teinte identique faisant parti des travaux d'entretien du bâtiment, aucune demande d'urbanisme n'a été déposée.
- Chaque fois qu'un classement coupe-feu, pare-flamme, phonique ou d'usage sera demandé pour un matériau, l'entrepreneur fournira au maître d'ouvrage trois exemplaires du procès-verbal d'essais du matériau par le C.S.T.B. ou autre laboratoire agréé.

1.11 RECONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé avant la remise de leur offre :

- Avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et de l'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature de leur importance et de leur particularité.

- Avoir procédé à une visite détaillée du site et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les suggestions relatives aux lieux des travaux aux accès et aux abords à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (Travaux en site occupé, moyen de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources-en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc...).
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence notamment celles données par les devis descriptifs et quantitatifs, qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes.

L'entreprise devra donc, avant remise de son offre, avoir signalé toutes les erreurs ou incohérences qu'elle aura pu relever.

L'entrepreneur du présent lot prendra les supports existants en l'état.

1.12 CONTROLE RELATIF AUX ESSAIS ET VERIFICATIONS DE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS EFFECTUEES

Le contrôle interne auquel est assujéti l'entrepreneur doit être réalisé à différents niveaux :

1.13.1 CONTROLE TECHNIQUE

- Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, l'entrepreneur devra effectuer au minimum, avant réception, les essais et vérifications prévus dans le document technique COPREC CONSTRUCTION dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.
- Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux qui devront être envoyés pour examen au Contrôleur Technique en deux exemplaires. Des modèles de procès-verbaux ont fait l'objet du document technique COPREC CONSTRUCTION.
- Le Contrôleur Technique adressera au Maître d'Ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portant sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

1.13.2 CONTROLE INTERNE DES ENTREPRENEURS

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entrepreneur vérifiera que la réalisation est faite conformément aux normes DTU ou Règles de l'Art.
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications imposées par les normes, DTU et règles professionnelles ainsi qu'essais supplémentaires exigés par les pièces écrites.

1.13 RECEPTION DES SUPPORTS

- L'entrepreneur prendra les supports tels qu'ils existent.
- En cas de forte évolution constatée de l'état des supports, il sera procédé à un examen en présence de l'ensemble des intervenants.

1.14 HISTORIQUE DU SUBJECTILE

- Le bâtiment a été construit en 1976-1977

- Un ravalement de façade a lieu en 2006-2007
 - o Une couche de Garnytex de chez La Seigneurie
 - o Une couche de Primaire 872 de chez La Seigneurie
 - o Une couche de Pantiflex sous-couche de chez La Seigneurie
 - o Une couche de Pantifilm mat de chez La Seigneurie
 - o Une couche de Velours sous-couche de chez La Seigneurie
 - o Une couche de Pantifilm velours de chez La Seigneurie
 - o RAL 9010 (blanc)
- Un nettoyage haute-pression puis application d'un antimousse SODICLEAN de chez INOVATIS en 2024

1.15 SUBSTANCES DANGEREUSES - AMIANTE

- Les repérages amiante avant travaux suivants sont joints à la consultation. L'entrepreneur en prendra connaissance et prendra toutes les mesures appropriées :
 - o RAAT du bâtiment principal : rapport n° 121464 CPAM DE L'ARTOIS de EXIM
 - o RAAT du cabinet dentaire : rapport n° 121465 CPAM DE L'ARTOIS de EXIM
- Le RAAT du bâtiment principal fait état de l'absence d'amiante
- Le RAAT du cabinet dentaire fait état de la présence d'amiante sur le soubassement du bâtiment. Cette zone est exclue du périmètre des travaux.

1.16 PERIMETRE DES TRAVAUX

- Bâtiment principal : façades composées d'éléments en béton préfabriqué, à l'exclusion des pignons et des façades du patio.
- Cabinet dentaire : façades en enduit peintes, à l'exclusion du soubassement où la présence d'amiante a été détectée dans le RAAT.

1.17 PLANS D'EXECUTION – ETUDES TECHNIQUES

- Ces études permettront d'une manière générale de donner toutes indications nécessaires à l'établissement par l'entrepreneur titulaire du présent lot des plans d'atelier et de chantier relatifs aux méthodes de réalisation des ouvrages.
- L'entrepreneur ne pourra porter de lui-même aucun changement aux dispositions contractuelles sans l'accord écrit du maître d'ouvrage. Toute demande de modification sera transmise au maître d'ouvrage. Elle devra être écrite et accompagnée d'une partie économique précisant l'incidence sur le coût de l'ouvrage concerné. D'une façon générale, un ouvrage modifié pour des convenances d'exécution ne pourra coûter plus cher que l'ouvrage initialement projeté.
- En cas de modification acceptée, tous les documents existants visés ou non, de même que les notes de calculs correspondantes, devront être immédiatement modifiés et visés pour mise en conformité, et ceci avant exécution des modifications.
- Avant toute exécution, le Titulaire doit notamment procéder à la vérification des cotes de tous les plans cités et signaler au maître d'ouvrage, les erreurs ou omissions qui pourraient s'y trouver.
- Pour l'ensemble des lots techniques, l'entrepreneur doit vérifier et assurer la compatibilité du projet avec la réglementation en vigueur.
- L'entrepreneur doit s'assurer que les conditions réglementaires sont respectées avant signature des marchés, faute de quoi toutes les adaptations, nécessaires seront obligatoirement dues dans le cadre du forfait du marché.

1.18 ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

- Les rendez-vous de chantier auront lieu au moins une fois par semaine, aux jours et heures fixés par le maître d'ouvrage.

- Chacun des entrepreneurs y compris les sous-traitants devra obligatoirement être représenté à ces rendez-vous, s'il y est convoqué.
- La ponctualité sera exigée aux réunions de chantier, dans l'intérêt des participants.

1.19 DELAI CONTRACTUEL

Les délais contractuels sont précisés au sein de l'Acte d'Engagement.

1.20 BASE VIE ET DEPENSES D'INTERET COMMUN

Sans objet, lot unique.

- Toutes les charges du chantier sont à la charge de l'entreprise titulaire telles que :
 - Les installations de chantiers.
 - Le raccordement de la base vie en eau compris compteur jusqu'en limite de la zone de cantonnement.
 - Le raccordement de la base vie électrique compris compteur jusqu'en limite de la zone de cantonnement.
 - La maintenance des branchements réalisés par le titulaire, pendant la durée du chantier.
 - Les accès nécessaires au chantier et l'entretien des voiries jusqu'à réception (en particulier les voiries existantes) y compris toutes les protections nécessaires.
 - Les fermetures provisoires du bâtiment et les dispositifs communs de sécurité, leur maintenance pendant toute la durée des travaux
 - La clôture du chantier :
 - o En périphérie des zones de stockages,
 - o En périphérie de la base vie,
 - o En fermeture extérieure complète du chantier.
 - La signalisation du chantier.
 - Mise en place, maintenance, déplacement et remise en place éventuelle des panneaux d'affichage des autorisations de construire ou de démolir, et dépose à l'issue des délais réglementaires ou en fin de chantier.
 - Le panneau de chantier à réaliser suivant le modèle classique.
 - Base vie, réfectoire.
 - Sanitaires de chantier.
- A partir du branchement électrique général, l'installation et la maintenance de tableaux électriques par niveau judicieusement répartis sur le chantier comprenant des prises forces et 220 + terre ainsi que les protections réglementaires.
- Contrôle de l'installation par un bureau de contrôle.
- L'installation et la maintenance de l'éclairage du chantier et en particulier l'éclairage de tous les locaux ne comportant pas d'éclairage naturel afin d'éviter tout risque d'accident et permettre le contrôle de l'exécution des travaux.
- A partir du branchement général, l'installation et la maintenance de tableaux point d'eau à chaque niveau du bâtiment.
- L'installation et la maintenance pendant la totalité du chantier.
- Frais de remise en état de la voirie ou des locaux existants, des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés dans les cas suivants :
 - o L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert.
 - o Les dégradations ou détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé.
 - o La responsabilité de l'auteur insolvable n'est pas couverte par un tiers.
- Abonnement et consommations électriques pendant toute la durée du chantier.
- Abonnement et consommations d'eau pendant toute la durée du chantier.
- Le gardiennage éventuel du chantier.
- La mise en place de bennes à déchets.
- Le nettoyage quotidien du chantier.

- Le maître d'ouvrage pourra affecter certaines dépenses spécifiques nécessaires à la bonne exécution du chantier (nettoyage, ...).
- La mise en place de conteneurs de stockages des matériaux et matériels.
- La mise en place de clôture pour intervention individuelle.

1.21 NETTOYAGE EN COURS ET FIN DE CHANTIER

- L'entrepreneur doit assurer le nettoyage général du chantier et de ses abords pendant toute la durée des travaux.
- Ces nettoyages doivent intervenir systématiquement à chaque fin de phase ou après chaque intervention engendrant des émissions de poussières importantes.
- Ces nettoyages doivent impliquer les zones de travaux et également les locaux non impactés par les travaux mais ayant subi des dégradations en termes de poussières.
- L'évacuation des déchets ne pourra se faire en aucun cas par les trémies ou les façades sans des dispositions strictes de sécurité (mises en place de goulotte obligatoire). Ces dispositifs seront à la charge du compte prorata.

1.22 GESTION DES DECHETS

L'entrepreneur assurera la gestion des déchets de chantier conformément aux lois, décrets et directives en vigueur.

1.23 PROTECTION DU CHANTIER

- L'entrepreneur doit garantir les matériaux, installations, outillages et ouvrages, des dégradations qu'ils pourraient subir notamment du fait des intempéries.
- Il devra réparer les dommages provenant du défaut de précautions, remettre en état ou remplacer à ses frais les constructions qui auraient été endommagées de ce fait.
- Les protections et remises en état concernent non limitativement tous les ouvrages verticaux et horizontaux, les menuiseries extérieures, les espaces verts.
- Si les travaux venaient à être interrompus pour quelque cause que ce soit, l'entrepreneur devra protéger les constructions et ouvrages réalisées contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaires pour le Maître de l'Ouvrage.

1.24 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

En fin de chantier, et avant la réception, l'entrepreneur devra fournir :

- Au maître d'ouvrage, un exemplaire sur CD-ROM et un exemplaire papier reproductible, au plus tard 3 semaines après l'opération préalable de réception (OPR) ou la réception définitive.
- La liste des produits (matériaux comme matériels) mis en œuvre avec leurs références sur CD-ROM et sur clé USB, pour tous les lots afin de permettre au Maître d'ouvrage d'assurer facilement la maintenance.
- Les notices techniques des matériels, notices d'utilisation et d'entretien sur CD-ROM permettant au Maître d'ouvrage une bonne exploitation des bâtiments.
- Tous les documents plans des ouvrages exécutés devront obligatoirement être au format pdf.

1.25 HYGIENE ET SECURITE

Voir les dispositions prévues par le coordinateur SPS.

1.26 LIMITES DE PRESTATIONS DUES PAR LES ENTREPRENEURS

Sans objet, lot unique.

1.27 SITUATIONS MENSUELLES

- L'entrepreneur doit fournir ses situations au maître d'ouvrage entre le 20 et le 25 du mois, faute de quoi les situations seront rejetées et repoussées d'un mois, sans que l'entrepreneur puisse se prévaloir d'aucune indemnité que ce soit.

1.28 DECOMPTE DEFINITIF

Le règlement des décomptes définitifs ne pourra intervenir qu'après la réalisation des obligations contractuelles des entrepreneurs et :

- Attestations d'assurances de l'année en cours établi par la Compagnie d'assurance et non par le courtier,
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE).

1.29 INTERVENTION EN SITE OCCUPE

L'entreprise soumissionnaire devra tenir compte dans son offre, sa méthodologie et ses prix unitaires que les travaux seront réalisés en site occupé.

1.30 RESPONSABILITE VIS-A-VIS DES TIERS

L'Entrepreneur est responsable, jusqu'à la réception des travaux, du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures, végétation et installations de toutes natures affectées par ses travaux.

L'Entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour qu'aucune projection de matériau ne vienne souiller les revêtements des chaussées et les rendre glissants.

De plus, l'Entrepreneur doit prévoir toutes les mesures qui s'imposent pour ne pas occasionner de dommages ni motiver de réclamation de quelle que nature que ce soit de la part des tiers. Bien entendu, s'il y avait un préjudice quelconque à leur endroit du fait de l'activité du chantier ou des activités subséquentes, la réparation intégrale serait à la charge de l'Entrepreneur. En aucun cas le Maître de l'Ouvrage ne peut être recherché de ce fait.

Tout arrêt de chantier dû à l'inobservation de ces clauses ne peut en aucun cas provoquer une modification de délai et de prix forfaitaire. De plus par cet arrêt, l'Entrepreneur défaillant a à sa charge tous les frais, dommages et préjudices occasionnés au Maître de l'Ouvrage.

2 GENERALITES DU LOT RAVALEMENT DE FACADES

2.1 CONFORMITE AUX NORMES, REGLEMENTS ET REGLES DE L'ART

2.1.1 CARACTERISTIQUES DE LA DESCRIPTION DES OUVRAGES

Les descriptions des ouvrages sont rédigées en accord avec les documents techniques suivants :

- Les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générale (C.C.T.G.),
- Les Cahiers des Charges, règle de calcul, et Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) établis par le C.S.T.B à défaut du C.C.T.G.,
- Les Avis Techniques du C.S.T.B. et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis,
- Les règles de l'A.P.S.A.D.,
- Les Agréments Ministériels pour les composants, les prescriptions du R.E.E.F. et du C.S.T.B.,
- Les normes françaises de l'AFNOR,
- Le Code du Travail et toutes ses annexes,
- Les prescriptions des fabricants,
- Le Règlement Sanitaire Départemental type,
- Les Règlements de Sécurité contre les risques d'incendie,
- Les Règlements Administratifs particuliers : FT, EDF, GDF, compagnies concessionnaires,
- Les recommandations professionnelles propres à chaque lot,
- Les directives U.E.A.T.C.
- Tout changement imposé par le Contrôleur Technique, à quel moment que ce soit, ne pourra changer en rien le prix de la soumission de l'entrepreneur.
- Il est donc conseillé à l'entrepreneur de se mettre en rapport avec le Contrôleur Technique désigné par le maître de l'ouvrage, pour mettre au point, avant toute exécution, toutes questions qui pourraient être cause de litiges par la suite.
- En conséquence, l'entrepreneur ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et à la description des ouvrages puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou fasse l'objet d'une demande de supplément sur les prix.

2.1.2 DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES

Les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions définies par les normes et D.T.U. publiés par le C.S.T.B. notamment :

- D.T.U. n° 59.1
- D.T.U. n° 25-51
- D.T.U. n° 25- 222
- Le DTU 26-1 et 26-2 : Enduits aux mortiers de ciments, de chaux et de mélange de plâtre et chaux aériennes :
- La norme NF P15-201-1 (DTU 26-1, mai 1993, mai 1994, janvier 1999) : Enduits aux mortiers de ciments, de chaux et de mélange de plâtre et chaux aériennes – Partie 1 : Cahier des clauses techniques + Amendements A1, A2.
- La norme NF P15-201-2 (DTU 26-1, mai 1993, mai 1994) : Enduits aux mortiers de ciments, de chaux et de mélange de plâtre et chaux aériennes – Partie 2 : Cahier des clauses spéciales.
- Les règles professionnelles concernant les travaux de réfection de façades en service par revêtements à base de polymères (SNJF - UNPVF) et, éventuellement, les avis techniques du C.S.T.B. pour les produits et procédés non traditionnels.

2.1.3 NORMES NF

Les peintures devront être d'une marque agréée par le maître d'ouvrage. Toutes les peintures seront livrées dans leur conditionnement d'origine. Les prélèvements pour analyse pourront être effectués en cours de chantier.

Peintures de caractéristiques NF ENVIRONNEMENT ou Ecolabel européen ou équivalent :

- La norme NF EN 927-1 (décembre 1996) : peinture et vernis – produits de peinture et systèmes de peinture pour le bois en extérieur – Partie 1 : Classification et sélection.
- La norme NF EN 1062-1 (octobre 2004) : Peintures et vernis – Produits de peinture et systèmes de peinture pour maçonnerie et béton extérieur – Partie 1 : Classification.
- La norme XP T34-722 (septembre 2004) : Peinture et vernis – Produits de peinture et systèmes de revêtement pour maçonnerie et béton extérieur – adaptation des revêtements de façade à la nouvelle classification européenne.
- La norme T 30-805 (mai 1983) : Peintures – Guide relatif aux produits de peinture utilisés dans les travaux de peinturage du bâtiment.
- La norme FD T 30-808 (août 1997) : Peinture et vernis pour le bâtiment – Guide relatif aux produits et systèmes de peintures pour façades – Revêtements minéraux, revêtements organiques.
- La norme NF T 31-004 (novembre 1975) : Pigments – Minium pour peintures.
- La norme T36-005 (septembre 1989) : Peinture et vernis – Classification des peintures, des vernis et des produits connexes.

3 DESCRIPTION DES OUVRAGES

3.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Dans le cadre du lot unique, l'entreprise aura à sa charge l'ensemble des installations de chantier dont elle aura besoin et ceci en accord avec les diverses réglementations : code du travail, règlement du service de l'urbanisme, ...

Ces installations de chantier comprendront :

- Bungalows de stockage,
- Bungalows de base vie,
- Sanitaires,
- Local vestiaires,
- Clôture de chantier,
- Balisage,
- Panneaux de chantier,
- Bennes à déchets,
- Branchement en eau et électricité compris démarches auprès des concessionnaires,
- Nettoyage fin de chantier,
- ...
- Cette liste n'étant pas limitative.

Unité de métré :

Au forfait – FT.

3.2 CONSTATS D'HUISSIER

L'entrepreneur aura à sa charge la réalisation d'un constat d'huissier.

Ce constat se fera en contradiction entre les diverses parties : huissier, entrepreneur et propriétaire.

Le maître d'ouvrage sera invité au moins une semaine à l'avance.

Ce constat portera sur les extérieurs de la copropriété aussi bien que sur les parties communes (montées d'escaliers, ascenseurs, ...) et les parties privatives.

L'entreprise prévoira autant de passage que nécessaire.

Sur accord des deux parties, un reportage photographique complet réalisé avant le début des travaux pourra faire usage de constat d'huissier.

Unité de métré :

Au forfait – FT.

3.3 SURFACES DE REFERENCES

Exécution de 2 surfaces « témoin » sur un module préfabriqué sur chaque façade concernés, réalisées dans les conditions normales de chantier, et exécution d'une troisième surface témoin de 1m² sur le cabinet dentaire.

Elles devront être validées, avant le démarrage des travaux par le Maître d'ouvrage qui mentionnera cette acceptation par écrit.

Une seule teinte rigoureusement identique à celle existante

Unité de métré :

Au forfait – FT.

3.4 ECHAFAUDAGES ET PROTECTIONS (FIXES OU VOLANTS)

Installation d'échafaudages métalliques fixes ou volants compris location conforme à la

réglementation en vigueur. Pose, dépose, double transport, platelage et protection réglementaire à tous les niveaux. Installation de filet ou bâche de protection.

- Location pendant la durée des travaux et le double transport.
- Tous platelages, gardes corps, plinthes, échelles et escaliers, treuil de service réglementaire, tous accessoires de sécurité et signalisation suivant réglementations.
 - o Protections réglementaires de l'environnement et des ouvrages adjacents ou mitoyens (platelages, tunnels pour le passage des piétons, ...).
 - o Mise en place de protection des pieds d'échafaudage à proximité des zones piétonnes.
 - o Protection des espaces verts en pied de façade,
 - o Les accès aux bâtiments devront rester en service, en particulier les accès du public.

Les prix comprennent l'amenée du matériel, le montage, le démontage et le repli en fin de travaux.

L'entreprise titulaire du présent lot à la liberté de mettre le type d'échafaudage qu'elle jugera le mieux adapté à la situation pour la réalisation des travaux sur chaque façade à traiter.

Tous les moyens d'accès et les difficultés de circulation devront être prises en compte dans le chiffrage.

Unité de métré :

Au mètre carré – m².

Localisation :

- Bâtiment principal : Façades principales en éléments béton préfabriqués.
- Cabinet dentaire : Façades en enduit peint à l'exclusion du soubassement (présence d'amiante)

3.5 TRAITEMENT DES ECLATS DE FERS A BETON

Cet article est assorti d'une garantie décennale.

Traitement des éclats de fers à béton comprenant :

- Sondage,
- Piquage des enduits de ciment en mauvais états (enduits piqués, éclatés, décollés, ...),
- Dégarnissage de joints de maçonnerie avec arêtes franches,
- Brossage à vif,
- Enlèvement et évacuations des déblais,
- Passivation des fers à béton par solution STOCRETE SM P ou équivalent,
- Reprise au mortier thixotrope à prise rapide type STOCRETE SM P avec traitement anticorrosion intégré ou techniquement équivalent
- Application de 3 à 40 mm par passe
- Classement R2 selon la norme NF EN 1504-03,
- Tous détails et toutes sujétions.

Unité de métré :

Au mètre carré – m².

L'entreprise devra faire son propre estimatif. En aucun cas, ce poste ne pourra faire l'objet de travaux supplémentaires par l'entreprise sous prétexte que les quantités sont erronées.

Localisation :

- Bâtiment principal : Façades principales en éléments béton préfabriqués.
- Cabinet dentaire : Façades en enduit peint à l'exclusion du soubassement (présence d'amiante)

3.6 TRAITEMENT DES LEZARDES

Cet article est assorti d'une garantie décennale.

Traitement des lézardes supérieures à 2 mm comprenant :

- Sondage,
- Piquage des enduits de ciment en mauvais états (enduits piqués, éclatés, décollés, ...),
- Dégarnissage de joints de maçonnerie avec arêtes franches,
- Brossage à vif,
- Enlèvement et évacuations des déblais,
- Passivation des fers à béton par solution STOCRETE SM P ou équivalent,
- Reprise au mortier de béton dosé à 350 kg/m³,
- Tous détails et toutes sujétions.

Unité de métré :

Au mètre linéaire - ml

Localisation :

- Bâtiment principal : Façades principales en éléments béton préfabriqués.
- Cabinet dentaire : Façades en enduit peint à l'exclusion du soubassement (présence d'amiante)

3.7 TRAITEMENT DES FISSURES

Cet article est assorti d'une garantie décennale.

Traitement des fissures comprenant :

- Repérage de l'ensemble des fissures,
- Ouverture des fissures à 10/10 m par tous moyens appropriés (tronçonnage, ...)
- Epoussetage,
- Application de StoPrim Grundex ou équivalent dilué à 1/1 au White Spirit sur les lèvres des fissures
- Séchage,
- Remplissage au produit Sto-Rebouchage Fissure Fin ou équivalent,
- Enlèvement et évacuations des déblais,
- Tous détails et toutes sujétions.

Unité de métré :

Au mètre carré – m².

L'entreprise devra faire son propre estimatif. En aucun cas, ce poste ne pourra faire l'objet de travaux supplémentaires par l'entreprise sous prétexte que les quantités sont erronées.

Localisation :

- Bâtiment principal : Façades principales en éléments béton préfabriqués.
- Cabinet dentaire : Façades en enduit peint à l'exclusion du soubassement (présence d'amiante)

3.8 PREPARATION DES SUPPORTS

L'entreprise est responsable de la bonne préparation des supports suivant l'historique décrit au paragraphes 1.14 et 1.15 et en fonction du type de peinture choisi.

Unité de métré :

Au mètre carré – m².

L'entreprise devra faire son propre estimatif. En aucun cas, ce poste ne pourra faire l'objet de travaux supplémentaires par l'entreprise sous prétexte que les quantités sont erronées.

Localisation :

- Bâtiment principal : Façades principales en éléments béton préfabriqués.
- Cabinet dentaire : Façades en enduit peint à l'exclusion du soubassement (présence d'amiante)

3.9 PEINTURE MINERALE 3 COUCHES

- Application **d'une couche de fond**, peinture minérale à double liant sol-silicate contenant moins de 5% de part organique, type CONCRETAL W GROB de chez KEIM ou équivalent, répondant aux exigences de la norme NFT 30808, Famille I, classe 1b1.
- Label NF environnement ou Ecolabel européen ou équivalent
- Consommation : 200g/m². Application à la brosse.

- Application de **2 couches de peinture minérale** à double liant sol-silicate contenant moins de 5% de part organique, du type CONCRETAL W de chez Keim ou équivalent, répondant aux exigences de la norme NFT 30808, Famille I, classe 1b1.
- Mise en œuvre selon DTU 59.1 et suivant les prescriptions et fiches techniques du fabricant.
- Label NF environnement ou Ecolabel européen ou équivalent
- Le revêtement appliqué devra être très perméable à la vapeur d'eau. Son indice Sd devra être inférieur ou égal à 0.001 (norme NF EN 1062-1).
- Traitement décoratif de classe D2 selon la norme NF P 84 403.

Teinte : RAL 9010 (blanc), identique à l'existant

Unité de métré :

Au mètre carré – m².

L'entreprise devra faire son propre estimatif. En aucun cas, ce poste ne pourra faire l'objet de travaux supplémentaires par l'entreprise sous prétexte que les quantités sont erronées.

Localisation :

- Bâtiment principal : Façades principales en éléments béton préfabriqués.
- Cabinet dentaire : Façades en enduit peint à l'exclusion du soubassement (présence d'amiante)

4 LIMITE DES PRESTATIONS

4.1 OUVRAGES DE PROTECTIONS COLLECTIVES SUIVANT P.G.C.

Chaque entreprise doit inclure dans son offre les prestations concernant les ouvrages et mesures spécifiques de prévention et protection collective définis par le Plan Général de Coordination, ainsi que les ouvrages et mesures générales définis par le Décret N° 65-48 du 8 janvier 1965 et ses textes d'application, le code du Travail, l'inspection du travail, le Médecin du Travail, les recommandations des Organismes partenaires de la prévention : CRAM - OPPBTP - INRS - etc. ... L'entreprise titulaire, devra remettre au Coordonnateur de sécurité un plan particulier d'installation de chantier et de sécurité.

4.2 APPROVISIONNEMENT, EVACUATION ET GESTION DES DECHETS

APPROVISIONNEMENT ET EVACUATION :

Les entreprises seront tenues, dans leurs offres, de prendre en compte les incidences liées à l'approvisionnement et l'évacuation des gravats.

GESTION DES DECHETS :

Les centres de stockage ne seront autorisés qu'à accueillir des déchets ultimes. Le transport et le traitement de tous les matériaux déposés ou démolis seront groupés par type de matériaux et feront l'objet d'un bordereau de suivi.

- DECHETS DE CLASSE 1 : DECHETS INDUSTRIELS SPECIAUX : Tri, traitement et évacuation dans un centre de stockage pour déchets industriels spéciaux (Bois traités avec des produits toxiques, amiante friable, peinture et vernis, solvants, colles, huiles, produits bitumineux).
- DECHETS DE CLASSE 2 : DECHETS INDUSTRIELS BANALS : Tri, valorisation ou incinération et évacuation dans un centre de stockage pour les déchets industriels banals (béton cellulaire, fers à béton, métaux, plastiques et pvc, polystyrène, caoutchouc, moquettes, bois non traités, plaques de plâtre.
- DECHETS DE CLASSE 3 : DECHETS INERTES : Tri, valorisation et évacuation dans un centre de stockage pour les déchets inertes (terres et matériaux de terrassement, béton armé et non armé, pierres, parpaings, verres ordinaires, briques, carrelages, faïences, terre cuite et ardoises. Les prix unitaires ci-dessous devront intégrer la gestion des déchets.